

# Les sponsors de la COP21

Les 20 entreprises sponsors de la COP21 sont les suivantes [1] : ACI, Air France, Axa, BNP Paribas, Caisse centrale de réassurance, Caisse des dépôts et consignation, JC Decaux, Derichebourg, EDF, Engie (ex GDF Suez), ERDF (filiale d'EDF), Galeries Lafayette, Generali, Ikea, LVMH, Michelin, La Poste, Renault Nissan, Suez Environnement, Syndicat des eaux d'Ile de France (filiale de Veolia).

Plusieurs dizaines d'entreprises françaises et étrangères, dont certaines issues du secteur des énergies fossiles, fortement polluantes, vont participer au financement des 170 millions d'euros que coûtera la conférence sur le climat à Paris, au grand dam des associations écologistes.

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a rendu publique mercredi une "première liste" d'une vingtaine d'entreprises partenaires, toutes "des amies du climat", selon lui. "Plus d'une dizaine d'autres" ont manifesté l'intention de participer à ce mécénat, a-t-il précisé.

Parmi les premiers sponsors de la conférence prévue en décembre (COP21) figurent Engie (ex GDF Suez), EDF, Renault Nissan, Suez Environnement, Air France, ERDF, Axa, BNP Paribas, Air France, LVMH, Ikéa. Google vient de manifester son intérêt et le réseau diplomatique français "est mobilisé" pour prospecter sur le continent américain puis en Asie, a indiqué le secrétaire général de la COP21, Pierre Henri Guignard.

Laurent Fabius souhaite que le soutien, financier ou en nature, apporté par les entreprises représente 20% du coût de la conférence. Il atteint pour l'instant "10%, la moitié de notre objectif", a-t-il précisé au cours d'une conférence de presse en présence des dirigeants des entreprises concernées.

Ce partenariat a des raisons financières: il s'agit de "réduire le plus possible l'addition pour le contribuable". Il faut donc "rechercher systématiquement des économies dans tous les postes de dépenses et en même temps de solliciter des entreprises", a-t-il expliqué.

En 2009, la conférence de Copenhague, qui avait tenté de parvenir à un accord majeur sur le climat, avait coûté 150 millions d'euros, selon M. Guignard.

Ce mécénat vise aussi à "assurer un haut niveau d'exigence environnementale à la conférence elle-même", en permettant par exemple la mise en place de transports écologiques ou l'optimisation énergétique des bâtiments, a expliqué M. Fabius.

Renault Nissan fournira ainsi 200 voitures 100% électriques, EDF installera les bornes de recharge, Suez Environnement réalisera le plan de gestion des déchets.

### **- 'Des champions' de la pollution -**

La publication de la liste a fait bondir les associations environnementales.

"Énergéticiens fossiles et fissiles, compagnie aérienne, constructeurs automobiles: la liste des mécènes de la 21e Conférence de l'ONU sur le climat (COP21) (...) comprend des multinationales françaises qui ne sont pas compatibles avec le climat", accusent les ONG Les Amis de la Terre, Attac France, le Corporate Europe Observatory, WECF et 350.org. Elles dénoncent "l'incohérence du gouvernement et redoutent que les négociations se retrouvent aux mains des pollueurs.

Pour le Réseau Action Climat (RAC), "le gouvernement n'a clairement pas choisi les acteurs de la transition énergétique". "Il y a mieux en France en termes de performances climatiques que les acteurs qu'ils ont choisis", estime l'une de ses responsables, Célia Gautier.

EDF, comme Engie, investissent "massivement dans le charbon" à l'étranger, affirme-t-elle.

Le Crédit agricole a annoncé son souhait de stopper tout financement du charbon, mais "il ne fait pas partie de la liste". A la différence de BNP Paribas, "première banque française en termes de financement de projets d'énergie fossile".

L'ONG Oxfam, auteur avec Les Amis de la Terre d'un récent rapport très critique sur EDF et Engie, dénonce "l'hypocrisie du gouvernement

français, qui s'était engagé à travailler avec des entreprises +climato-compatibles+.

"La COP21 sera financée par des champions français de la pollution", accuse-t-elle, citant BNP Paribas, EDF et Engie, accusées de se livrer à "une véritable opération de greenwashing, avec la complicité du gouvernement français" au lieu de "s'engager à stopper tout soutien au secteur du charbon d'ici au sommet sur le climat".

Jusqu'à 25.000 délégués sont attendus à la COP21 où 195 pays vont tenter de parvenir à un accord pour limiter à 2 degrés le réchauffement climatique par rapport à l'ère pré-industrielle.